

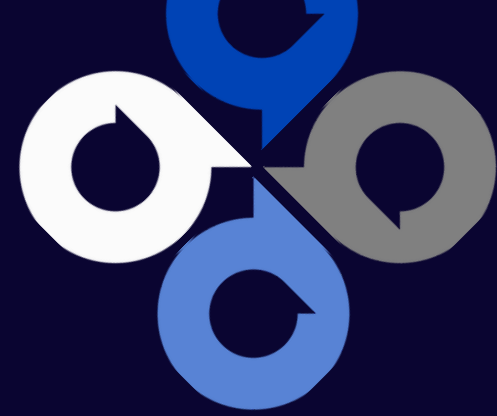
ROQHAS

Regroupement des organismes québécois pour
les hommes agressés sexuellement

MÉMOIRE PRÉBUDGÉTAIRE 2026-2027

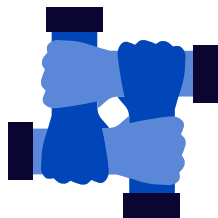
**REGROUPEMENT DES
ORGANISMES QUÉBÉCOIS
POUR HOMMES AGRESSÉS
SEXUELLEMENT
(ROQHAS)**

PRÉSENTATION DU ROQHAS



Le Regroupement des organismes québécois pour les hommes agressés sexuellement (ROQHAS) est un organisme communautaire fondé en 2020 qui a pour but de rassembler les organismes communautaires qui offrent de services aux hommes ayant vécu des violences sexuelles au Québec. Le ROQHAS aspire à une société où les violences sexuelles subies par les hommes sont pleinement reconnues, où les institutions et la population sont mobilisées pour assurer un soutien adapté, et où chaque personne victime, sans distinction de genre, retrouve son pouvoir d'agir. Il envisage un Québec où des services accessibles et équitables couvrent l'ensemble des régions, permettant ainsi d'atténuer les impacts humains et sociétaux de la victimisation et de bâtir un avenir plus juste et solidaire.

Le ROQHAS représente 25 organismes



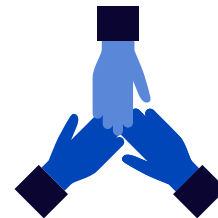
17

Membres réguliers



12

Membres partenaires



3

Membres
sympathisants

Le Regroupement est composé d'une diversité d'organismes et d'acteurs afin de rassembler l'expertise sur les hommes ayant vécu des violences sexuelles au Québec. Ce sont 25 organismes communautaires et quatre membres chercheurs qui composent le ROQHAS : trois organismes en violence sexuelle pour hommes, dix organismes en violence sexuelle mixtes, quatre organismes pour hommes offrant des services en violence sexuelle et huit centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC).

Notre mission

La mission du ROQHAS consiste à regrouper les acteurs du milieu afin de favoriser le développement et l'amélioration des services, tout en assurant une représentation politique cohérente de leurs intérêts. Elle vise également à sensibiliser et informer la population sur les enjeux qui les concernent, à favoriser le partage d'expertise entre ses membres et partenaires, ainsi qu'à offrir un espace structurant de réseautage et de collaboration. Enfin, le ROQHAS contribue activement au développement des connaissances, entre autres par la diffusion de bonnes pratiques. Afin d'y parvenir, plusieurs activités ont été mises sur pied au cours des derniers mois :

Assurer une représentation politique :

Participation aux avancements des Tribunaux spécialisés en violence sexuelle et conjugale (Comités de consultations, formations, mesure 49 de la stratégie, etc.), collaboration avec les ministères pertinents (MSSS, MJQ, SCF), partenariat avec plusieurs organismes et différentes tables liées au gouvernement du Québec.

Développer les connaissances :

Contribution au projet de recherche du Collectif national sur la victimisation au masculin (CNVAM), partenariat avec différentes chaires de recherche en violence sexuelle au Québec et suivi actif de la recherche en violence sexuelle.

Sensibiliser la population :

Campagne de sensibilisation « En Parler, ça change quoi? » du 19 octobre au 19 novembre 2025. L'objectif de cette campagne était de donner une voix aux hommes qui ont vécu des violences sexuelles, présenter le réseau d'organismes spécialisés du ROQHAS et encourager la demande d'aide. Les vidéos de sensibilisation ont été visionnées plus de 1 millions de fois. [Cliquez ici](#) pour en savoir plus.

Partage d'expertise :

Formation « L'agression sexuelle au masculin : Parlons-en! » et conférences sur le sujet des hommes ayant vécu des violences sexuelles. L'objectif est d'offrir aux intervenant.e.s œuvrant auprès d'usagers masculins, une introduction sur la population des hommes ayant vécu une agression sexuelle et présenter des pistes d'intervention. 210 participants pour 18 milieux différents ont reçu la formation depuis 2 ans.

Regrouper les organismes et Espace de réseautage :

Lac-à-l'épaule du ROQHAS en mars 2025. Cette première rencontre en personnes des membres du ROQHAS a permis de faire le bilan de la dernière année, de développer une vision commune pour la suite et de clarifier nos priorités.

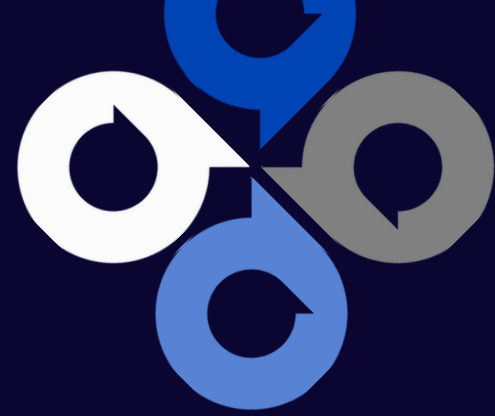
Notre vision

Le ROQHAS aspire à une société où les violences sexuelles subies par les hommes sont pleinement reconnues, où les institutions et la population sont mobilisées pour assurer un soutien adapté, et où chaque personne victime, sans distinction de genre, retrouve son pouvoir d'agir. Il envisage un Québec où des services accessibles et équitables couvrent l'ensemble des régions, permettant ainsi d'atténuer les impacts humains et sociétaux de la victimisation et de bâtir un avenir plus juste et solidaire.

Résumé des recommandations

- 1** Bonifier le financement aux organismes offrant des services en violence sexuelle aux hommes afin de réduire les iniquités entre les régions.
- 2** Financer la recherche sur les hommes en violences sexuelles.
- 3** Améliorer la sensibilisation de la population au sujet des hommes victimes de violence sexuelle, ainsi que sur les ressources disponibles pour eux.

ÉTAT ACTUEL DES ENJEUX



L'absence d'un financement structuré et adapté

Depuis le #MoiAussi et la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027, il n'y a pas eu de stratégies spécifiques pour répondre aux besoins des hommes ayant vécu des violences sexuelles. Les services en violence sexuelle pour les hommes se sont développés dans les dernières années de manière volontaire par les organismes sans un appui financier supplémentaire. Ce manque de financement structuré accentue les iniquités de financement et de services aux hommes au Québec, créant de nombreuses problématiques dans l'offre de services.

1. Une mixité valorisée, mais non financée

Le gouvernement du Québec prône, avec raison, une approche inclusive et mixte des services. Cependant, cette volonté politique ne s'est pas traduite par une bonification du financement aux organismes ayant ouvert leurs services à toutes les personnes victimes. Les organismes membres du ROQHAS qui ont fait le choix d'ouvrir leurs services aux hommes n'ont bénéficié d'aucune augmentation subséquente de leur financement à la mission globale (PSOC). En somme, l'État demande aux organismes de faire plus, pour plus de gens, avec les mêmes ressources.

Bien que le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) ait été augmenté pour les organismes œuvrant pour venir en aide aux personnes victimes de violences sexuelles sur l'ensemble du Québec, l'offre de service disponible pour les hommes qui a été développée par certains organismes n'a pas été prise en compte ni financée spécifiquement, accentuant ainsi l'iniquité de financement entre eux.

2. Manque de reconnaissance des services en violence sexuelle pour hommes

Plusieurs organismes pour hommes comblent un vide en offrant des services en violence sexuelle depuis des années, particulièrement dans des régions comme la Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches et Saguenay–Lac-Saint-Jean. Malgré le développement de cette expertise, ces services ne sont pas officiellement reconnus ni financés comme tels par le réseau de la santé et des services sociaux, forçant les organismes à porter seuls le fardeau financier de cette mission essentielle.

3. L'iniquité de financement des grands centres

Les régions métropolitaines de Montréal et Québec, bien qu'elles concentrent une

population massive et diversifiée, souffrent d'un sous-financement chronique par rapport au volume de demandes pour les hommes ayant vécu des violences sexuelles. Le financement actuel ne tient pas compte de la densité de population et continue de maintenir de longues listes d'attente.

4. Des trous de services

L'accès aux services au Québec est actuellement restreint selon la région. L'absence de services spécialisés communautaires (excluant les CAVAC) laisse des milliers d'hommes et de garçons sans recours, ce qui risque de cristalliser des traumatismes aux conséquences sociales et économiques pour ces personnes victimes et le Québec. La liste ci-dessous représente les régions où les services sont absents ou limités pour les hommes et les garçons :

Absence de service pour les hommes adultes

3 régions administratives sans organismes communautaires avec des services en violence sexuelle, excluant les CAVAC:

- Bas-Saint-Laurent
- Côte-Nord
- Nord-du-Québec

Absence de service pour les garçons/adolescents

5 régions administratives sans organismes communautaires avec des services en violence sexuelle, excluant les CAVAC:

- Bas-Saint-Laurent

- Capitale-Nationale (excluant les Services intégrés en abus et maltraitance – SIAM[1])
- Saguenay-Lac-Saint-Jean
- Côte-Nord
- Nord-du-Québec

Services limités par une grande distance

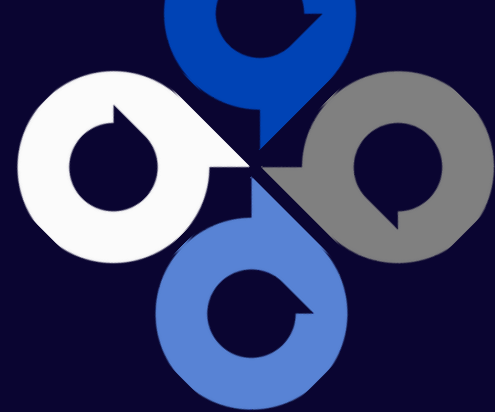
Plusieurs régions et villes du Québec sont limités par un manque de points de services liés au manque de financement:

- Abitibi-Témiscamingue (Rouyn-Noranda, Val d'or)
- Montréal (Ouest et Est de l'île)
- Hautes-Laurentides (Mont-Laurier, Maniwaki)
- Charlevoix (Baie-St-Paul, La Malbaie, etc.)
- Saguenay (et les villes du Fjord)
- Montérégie Ouest (Châteauguay)



[1] Le SIAM sont des services gouvernementaux du CIUSSS avec des partenaires multidisciplinaires

RECOMMANDATIONS



1. Bonifier le financement aux organismes offrant des services en violence sexuelle aux hommes afin de réduire les iniquités entre les régions.

Le ROQHAS demande un investissement récurrent de **9,5 M\$** pour soutenir les organismes communautaires offrant des services spécialisés aux hommes et aux garçons ayant vécu des violences sexuelles. Cette demande s'appuie sur une analyse rigoureuse des besoins, de la démographie et des principes d'équité budgétaire.

Bien que les statistiques de prévalence démontrent que les hommes représentent environ un tiers (33 %) des personnes victimes de violences sexuelles au cours de la vie (1 homme sur 6 et une femme sur 3 auraient vécu des violences sexuelles - ratio de 1 homme pour 2 femmes), le financement actuel est loin de refléter cette réalité et de répondre aux besoins réels.

En effet, alors que les services spécialisés en violence sexuelle pour femmes disposent d'une enveloppe du PSOC d'environ 24 M\$[2], une équité de financement proportionnelle exigerait un financement du PSOC de 12 M\$ pour les services aux hommes et aux garçons ; l'enveloppe actuelle d'environ 1,5 M\$[3] accuse donc un déficit d'environ 10,5 M\$ comparativement à

l'offre de service chez les femmes.

En demandant 9,5 M\$, le ROQHAS fait preuve d'un réalisme budgétaire qui tient compte de la réalité actuelle des organismes et du principe d'équité et d'accessibilité en santé et services sociaux. Selon la Loi sur la gouvernance du système de santé et de services sociaux, l'article 2 stipule que « les services de santé et les services sociaux visent à atteindre des niveaux comparables de santé et de bien-être entre les différents groupes de la population et entre les différentes régions. ». De plus, le Cadre Normatif du PSOC indique que l'un des critères liés au rehaussement du financement est liés à l'« équité dans le financement en soutien à la mission globale accordé aux organismes comparables ». L'organisation des services doit être respectueuse de ce principe d'équité et d'accessibilité afin de répondre à leurs besoins. Cette somme de 9,5 M\$ représente le minimum essentiel pour soutenir les organismes existants et amorcer la résorption des « trous de services » dans les régions sans services spécialisés.

[2] La somme des montants accordés du PSOC selon l'étude des crédits 2025-26

[3] Seuls le CRIPHASE, EMPHASE et le SHASE reçoivent un financement récurrent dédié à la violence sexuelle chez les hommes.

2. Financer la recherche sur les hommes en violence sexuelle

Il est primordial d'investir dans la recherche afin de combler le retard scientifique concernant les réalités des survivants masculins, tant sur le plan théorique que pratique. À l'heure où le gouvernement est engagé dans l'élaboration des tribunaux spécialisés en violence sexuelle, nous n'avons aucune connaissance sur le parcours de ces hommes dans le système de justice ou sur des enjeux

d'intersectionnalité vécue par les hommes des Premières Nations, des communautés ethnoculturelles, âgés ou vivant avec une incapacité. En approfondissant ces connaissances, le Québec pourra développer des approches adaptées à leur réalité, garantissant que les politiques publiques en violence sexuelle répondent efficacement à la diversité des trajectoires masculines.

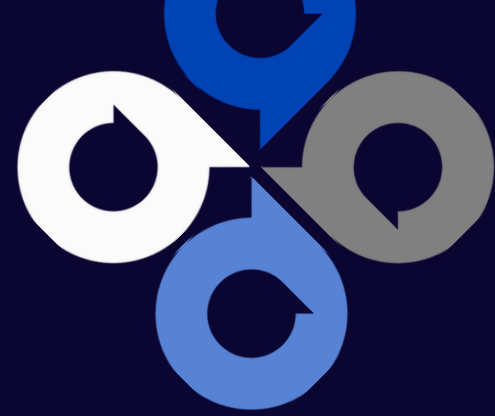
3. Améliorer la sensibilisation de la population au sujet des hommes victimes de violence sexuelle, ainsi que sur les ressources disponibles pour eux.

La levée des obstacles au dévoilement nécessite une stratégie de sensibilisation nationale qui s'attaque directement aux enjeux de non-reconnaissance du vécu et aux freins liés à la demande d'aide chez les hommes. Il est impératif d'intégrer une perspective masculine inclusive dans les campagnes de sensibilisation pour déconstruire les mythes liés à leur socialisation et valider le vécu des survivants masculins. Une bonification de

ressources en prévention et en sensibilisation permettra non seulement de briser le silence, mais aussi de réduire le délai entre l'agression et la prise en charge, diminuant ainsi la sévérité des traumatismes et favorisant un rétablissement plus rapide. Les enjeux de non-reconnaissance et de réticence à la demande d'aide sont des obstacles majeurs pour les survivants masculins.



LES RETOMBÉS POSITIVES



Un investissement en santé et bien-être des hommes

Pour le ROQHAS et ses membres :

Le financement demandé permettrait de combler les « trous de services » identifiés, **assurant une équité territoriale** et une cohérence des services sur l'ensemble du territoire québécois.

Un financement récurrent permet de **reconnaître l'expertise déjà en place** des organismes à offrir des services aux hommes en violence sexuelle. Ce financement permet de **bonifier l'offre de services** déjà en place et faciliter l'intégration de ces services au sein du continuum d'accompagnement dans les tribunaux spécialisés.

Un financement récurrent **permet une stabilité opérationnelle** aux organismes en plus de se sortir de la précarité concernant l'offre de ces services pour les hommes en violence sexuelle afin de se concentrer sur l'intervention et le soutien clinique de qualité, et ce, partout au Québec.

Pour le gouvernement du Québec :

Cet investissement démontrerait une **cohérence politique** et **concrétiseraient les engagements** (recommandations #3-4, actions #20) de la *Stratégie gouvernementale intégrée en violence*

sexuelle 2022-2027 **Rebâtir la confiance**, démontrant une volonté réelle de consolider le financement des organismes communautaires dans **l'inclusivité de toutes les personnes victimes, y compris des hommes**. Considérant l'absence d'actions spécifiques pour les hommes victimes, cela permettrait aussi de valoriser la santé et le bien-être des hommes au Québec, un message important pour la population québécoise.

En intervenant en amont, l'État réduit de manière préventive certaines dépenses liées aux soins psychosociaux et au système carcéral, tout en favorisant le maintien en emploi des survivants. Cet investissement diminue la pression sur les systèmes de transfert social (assurance-salaire, aide sociale), contribue à la productivité de l'économie québécoise et améliore la santé et le bien-être de sa population.

Pour la population :

Chaque homme ou garçon, qu'il soit sur la Côte-Nord, en Abitibi-Témiscamingue ou à Montréal, doit avoir **accès à un soutien spécialisé accessible et sans attente**, près de chez lui, réduisant ainsi les barrières géographiques et les iniquités.

Une offre de service de qualité, les initiatives de sensibilisation et une meilleure connaissance des enjeux (intersectionnalité, hommes des Premières Nations, diversité LGBTQ+, etc.) **permettent aux survivants masculins d'être validés socialement**, de s'identifier comme victimes et **de briser le silence plus tôt**.

Un soutien adapté **permet d'améliorer le rétablissement des personnes victimes**, de traiter les traumatismes complexes, prévenant ainsi la cristallisation des conséquences (toxicomanie, itinérance, suicide, etc.) et permettant aux hommes et leur entourage de retrouver une pleine participation citoyenne.

Conclusion

L'investissement supplémentaire de 9,5 M\$ est le levier indispensable pour passer d'une reconnaissance symbolique à une réponse concrète pour les survivants masculins au Québec. Ce financement permettrait de résorber les iniquités territoriales majeures, notamment dans les régions dépourvues de services spécialisés comme le Bas-Saint-Laurent ou la Côte-Nord, tout en bonifiant les services des organismes déjà actifs dans leur région. En comblant ces lacunes structurelles, l'État ne se contente pas de soutenir la mission du ROQHAS : il agit directement sur la santé publique et l'économie québécoise en brisant le cycle du silence et en favorisant le rétablissement durable de milliers d'hommes et de garçons.

Bibliographie :

Baril, K. et K. Joubert. (2019). Prévalence, cooccurrence et conséquences sur la santé mentale de l'agression sexuelle vécue dans l'enfance auprès d'hommes au Québec [communication orale]. 87e congrès de l'ACFAS. Gatineau, QC, Canada. <https://www.acfas.ca/evenements/congres/programme/87/600/619/c>

Bodkin, C., Pivnick, L., Bondy, S., Ziegler, C., Martin, R., Jernigan, C. et Kouyoumdjian, F. (2019). History of Childhood Abuse in Populations Incarcerated in Canada: A Systematic Review and Meta-Analysis. *American Journal of Public Health*. 109. 10.2105/AJPH.2018.304855.

Cotter A. et L. Savage. (2019). La violence fondée sur le sexe et les comportements sexuels non désirés au Canada, 2018 : Premiers résultats découlant de l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés. Juristat, produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.

CNVAM (2025). Compilation statistique 2024-2025 sur les hommes victimes d'agressions sexuelles en enfance.

Dulac, G. (2001) *Aider les hommes... aussi*. Montréal : VLB éditeur.

Godbout, N., Lebeau, R., Brassard, A., Deslauriers, J-M., Fernet, M., Hébert, M. et al. (2023, 10 mai). Hommes victimes de traumatismes interpersonnels qui consultent auprès d'organismes d'aide : portrait [communication orale]. 91e congrès de l'ACFAS, Montréal, QC. Canada.

<https://www.acfas.ca/evenements/congres/programme/90/400/423/c>

Roy, J., G. Tremblay, G. Guilmette, D. Bizot, S. Dupéré et Houle, J. (2014). Perceptions des hommes québécois de leurs besoins psychosociaux et de santé – Méta-synthèse. Québec : Masculinités et Société.

Tourigny, M., M. Hébert, J. Joly, M. Cyr et K. Baril (2008). « Prevalence and co-occurrence of violence against children in the Quebec population », *Australian and New Zealand Journal of Public Health*, vol. 32, n° 4, p. 331-335.

Vaillancourt-Morel, M.-P., Godbout, N., Bédard, M. G., Charest, É., Briere, J., et Sabourin, S. (2016). Emotional and Sexual Correlates of Child Sexual Abuse as a Function of Self-Definition Status. *Child Maltreatment*, 21(3), 228–238. doi:10.1177/1077559516656069

Weiss, K. G. (2010). Male Sexual Victimization: Examining Men's Experiences of Rape and Sexual Assault. *Men & Masculinities*, 12(3), 275-298. doi:10.1177/1097184X08322632

ROQHAS

Regroupement des organismes québécois pour
les hommes agressés sexuellement

(514) 797-2787

info@roqhas.org

www.roqhas.org